



LA BOSNIE-HERZEGOVINE

Un pays sûr ?

Aucun pays ne peut être présumé sûr. C'est là tout le sens de la Convention relative au statut des réfugiés : chaque demande d'asile doit être examinée de façon individuelle car chaque situation personnelle varie. La classification comme pays d'origine sûr signifie qu'aucun risque de persécution n'existe a priori, que l'Etat de droit est respecté. Un « pays sûr » peut aussi être présumé pays « tiers sûr » où renvoyer tout demandeur d'asile qui y aurait transité afin qu'il/elle y dépose sa demande de protection car les conditions d'examen de cette demande respectent le droit international et européen des personnes réfugiées. Nombre d'exemples montrent que c'est loin d'être toujours le cas.

L'usage de la notion de sûreté a des conséquences graves sur les droits des demandeurs d'asile (voir analyse): examen accéléré des demandes, appels non suspensifs permettant le renvoi avant qu'une décision finale soit prise, refus de la demande probable voire, dans le cas des pays « tiers sûrs », irrecevabilité de la demande d'asile.

L'Union européenne est en train d'étudier un projet de règlement sur les pays d'origine sûrs visant à établir une liste commune de pays, notamment la Bosnie Herzégovine qui ne figure que dans 9 des 12 listes nationales de pays d'origine sûrs existantes dans l'UE (Autriche, Belgique, Bulgarie, République Tchèque, Danemark, France, Allemagne, Luxembourg, Royaume Uni). La Bosnie Herzégovine n'est qu'un candidat « potentiel » à l'entrée dans l'UE, c'est-à-dire non-officiel. Affirmer que ce pays respecte les « critères de Copenhague » relève donc plutôt d'un vœu pieu.

L'AEDH, EuroMed Droits, et la FIDH s'opposent par principe à la notion de « sûreté » qui justifie en général l'expulsion dans un pays où les personnes ne courraient aucun risque (voir analyse): qu'en est-il vraiment ?

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'OPINION

- **Climat hostile pour les médias et menace** contre la liberté de la presse
- **Attaques physiques ou virtuelles et procès punitifs** à l'encontre de journalistes
- **Manque d'implication et de protection de la part des autorités dans l'investigation de ces crimes** : seules 15% enquêtes judiciaires portant sur les attaques contre les journalistes ont par exemple été résolues en 10 ans selon Amnesty International

ÉTAT DE DROIT ET INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE

- **Manque d'indépendance et d'efficacité du système judiciaire** et non-respect des standards internationaux en matière d'accès à la justice
- **Signalement de témoignages de torture et autres traitements inhumains et des mauvaises conditions de détention** par le Comité Contre la Torture des Nations Unies

MINORITÉS ET PERSONNES VULNÉRABLES

- **Non-application de la législation anti-discriminations**
- **Discriminations contre les personnes LGBTI**
- **Discriminations contre les personnes handicapées**
- **Manque de protection des défenseurs de droits LGBTI** et non-investigation des crimes de haine à leur encontre
- **Violences domestiques et discriminations faites aux femmes**, notamment en milieu rural ou pour l'accès à la santé
- **Discriminations des minorités ethniques, et discrimination qualifiée de "généralisée" à l'encontre des Roms** : accès à l'emploi, l'éducation, représentation politique, inscription au registre civil et aux services publics en général
- **Non-respect d'un jugement de la Cour européenne des droits de l'Homme** (arrêt Sejdić-Finci c. Bosnie-Herzégovine, 2009) sur l'élimination de discriminations ethniques religieuses dans le partage du pouvoir énoncées dans la Constitution.

Pour aller plus loin

AEDH, EuroMed Droits, FIDH, Pays « sûrs » : un déni du droit d'asile, mai 2016

<http://euromedrights.org/fr/pays-surs-un-deni-du-droit-dasile/>

Rapport de Human Rights Watch (2016)

<https://www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/bosnia-and-herzegovina> (anglais)

Rapport de Human Rights Watch sur la liberté de la presse dans les Balkans (2015)

<https://www.hrw.org/node/279063> (anglais)
<https://www.hrw.org/fr/news/2015/07/15/balkans-de-louest-la-liberte-des-medias-est-en-danger> (français)

Compilation et résumé du Haut-commissariat aux droits de l'Homme pour l'examen périodique universel, 2014

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/BASession20.aspx>

Rapport du Comité des Nations Unies Contre la Torture (2011)

<http://www.refworld.org/publisher,CAT,,BIH,4d6c-cbb02,0.html>

Rapport de Human Rights Watch sur les discriminations contre certaines minorités nationales (2012)

<https://www.hrw.org/report/2012/04/04/second-class-citizens/discrimination-against-roma-jews-and-other-national> (anglais)

Rapport alternatif d'une coalition d'ONG de droits de l'Homme de Bosnie Herzégovine (2010)

<http://www.civilrightsdefenders.org/files/Indicators-for-Media-in-a-Democracy-Bosnia-and-Herzegovina-report.pdf> (anglais)



EuroMed Rights
EuroMed Droits
الأورو-متوسطية للحقوق

